

Le multilatéralisme à l'épreuve des défis de la décennie 2020 par Yannick Quéau – Septembre 2021

Le 21 septembre 2021, dans le cadre d'un discours prononcé lors de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le président américain Joe Biden a annoncé vouloir renouer avec le multilatéralisme. La démarche visait certainement à acter une différence majeure avec l'ère Trump et une ligne diplomatique dite *America first* parfois brutale dans les formes, même avec les proches alliés. Outre l'entrée en fonction d'une administration américaine qui s'apprête à véritablement mettre en œuvre ses premiers éléments de politique intérieure et étrangère après une période de transition désormais close, plusieurs éléments conjoncturels sont à considérer pour mieux cerner la portée de cette annonce.

En août, les forces américaines ont piteusement quitté l'Afghanistan après 20 années d'un déploiement militaire majeur sur un territoire qui voit finalement les ennemis déclarés, les talibans, revenir au pouvoir forts d'une victoire militaire sur la première puissance mondiale et ses alliés. En septembre, les États-Unis ont établi un partenariat stratégique avec le Royaume-Uni et l'Australie dans le cadre d'un contrat de sous-marins à propulsion nucléaire qui ferait de l'Australie le premier État à disposer de ces équipements en dehors des 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Politiquement, les États-Unis ont ainsi convaincu deux proches alliés d'adopter une ligne dure dans la gestion de la rivalité avec la Chine en prenant au passage le risque de porter un coup supplémentaire au régime de non-prolifération nucléaire.

En quelques semaines, la présidence de Joe Biden venait d'acter l'échec des déploiements militaires massifs des 20 premières années du 21^e siècle, a adressé un message de fermeté au rival stratégique et économique désigné pour ce siècle (la Chine, évidemment) tout en clamant au monde vouloir renouer avec un multilatéralisme désormais promu comme le mode de règlement des différends privilégié par Washington. La cohérence de ces divers éléments peut paraître questionnable, mais le discours de Joe Biden révèle en fait la délicate synthèse que devront réussir non seulement les États-Unis, mais aussi l'ensemble des acteurs de la société globale.

Le réchauffement climatique ne se questionne plus et ses conséquences sont source d'inquiétudes majeures quant aux capacités des collectivités nationales ou régionales à y faire face et à financer les mesures correctives ou réparatrices. Conjugué à la pandémie de la COVID19, l'enjeu environnemental aura profondément ancré dans les consciences que les interdépendances redéfinies par la mondialisation ne sont pas qu'une abstraction économique, financière et commerciale, mais bien les révélateurs d'un vivre ensemble planétaire appelant à des approches coordonnées que ce soit au niveau le plus local ou au niveau le plus global.

En dépit de cette prise de conscience aux effets encore incertains, la décennie qui s'ouvre continuera de voir s'accroître les inégalités économiques pendant que s'accroîtront la compétition et les tensions entre États afin de sécuriser l'accès aux ressources essentielles à leur prospérité économique. Cette décennie débute sur ces perspectives alors que des populismes fascisants prospèrent également et que les défis soulevés par les diverses formes de terrorisme n'ont pas trouvé de réponses adéquates.

C'est dans ce contexte que Joe Biden parle d'une décennie 2020 décisive pour le monde. Il n'a sans doute pas tort. Les replis identitaires, la compétition stratégique et la violence politique sous toutes ses formes doivent pouvoir être contrés par le dialogue et la diplomatie. C'est au prisme de ces enjeux que le multilatéralisme doit s'imposer comme moyen d'apaiser les tensions, de limiter les risques d'embrasement entre et au sein des États.

Le rejet par Joe Biden du vocable de nouvelle Guerre froide est en soi une bonne nouvelle tant les défis de ce siècle méritent mieux qu'un grossier copier-coller conceptuel induisant inévitablement en erreur quant au contexte contemporain et même sur la Guerre froide. Convoquer cette dernière aujourd'hui peut cependant être utile à une chose : la Guerre froide a montré que même entre blocs surarmés se vouant une hostilité militaire, économique et idéologique quasi totale, le dialogue est encore non seulement possible, mais qu'il permet une forme de désarmement et peut produire des idées aussi novatrices que celles ayant mené à la création des Casques bleus de l'ONU.

Dans un monde marqué par la raréfaction des ressources, plusieurs régions du monde (du continent africain, notamment) risquent une fois de plus de devenir le théâtre des ambitions des géants économiques et puissances militaires majeures, que ce soit directement ou via des factions soutenues par l'une ou l'autre des parties. C'est d'ailleurs déjà le cas. Les missions de paix de l'ONU ne seront pas la réponse à tous les maux, mais les enseignements qui peuvent être tirés de leur analyse depuis leur instauration jusqu'aux défis actuels et les limites du mécanisme doivent nourrir la réflexion des diplomates, militaires et autres décideurs politiques pour veiller à ce que les Nations unies disposent à l'avenir des outils adéquats pour mitiger les risques d'embrasement, circonscrire les foyers et assurer et assurer la sécurité des populations.

[Yannick Quéau](#) est directeur du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP).